

Loi Travail, déchéance de nationalité, état d'urgence : ça suffit !

EMPÊCHONS HOLLANDE ET VALLS DE NUIRE PLUS LONGTEMPS !



Un grand mouvement d'indignation citoyenne, syndicale, politique, s'engage.

La pétition Loi Travail Non Merci atteint le million de signatures : c'est le vallsothon, la web-colère !

La journée du 9 mars annonce, comme en 2006, une convergence dans la rue entre la jeunesse, les travailleurs/euses avec ou sans emplois et le syndicalisme. Les cheminots sont en grève pour la défense de leur statut mis à mal par la loi de 2014. La journée unitaire du 8 mars exige une véritable égalité femmes/hommes dans le travail. Le 10 mars, les retraités seront dans la rue. Le 22 mars, les salariés-es de la fonction publique exigeront le relèvement des salaires bloqués depuis 5 ans. Et le 31 mars, très grande journée interprofessionnelle !

Enfin le retour de l'action tous ensemble !

Cela fait trop longtemps que nous subissons des reculs sociaux. La manifestation de masse, la grève, l'irruption citoyenne peuvent changer l'atmosphère oppressante qui règne dans le pays.

Le report de 15 jours de la loi Travail est un premier recul, grâce au rapport des forces. **MAINTENANT ELLE DOIT ÊTRE RETIRÉE !**

Les politiques de droite, cela suffit !

Hollande et Valls ont depuis longtemps tourné le dos aux espoirs de 2012. Les 41 milliards du Pacte de responsabilité offerts au patronat n'ont servi à rien pour l'emploi, mais ils ont ruiné les politiques publiques, asphyxié les collectivités territoriales.

Après les terribles attentats de novembre 2015, Hollande et Valls ont suivi la droite et l'extrême-droite. Ils ont installé un État sécuritaire où la justice est mise de côté. Avec la proposition de déchéance de nationalité pour les binationaux, ils introduisent une scandaleuse division entre Français. C'est fouler le principe d'égalité entre citoyens.

Le Premier ministre ose se rendre en Allemagne pour critiquer l'accueil des migrants, alors que la France ne fait quasiment rien, et que l'Europe est en train d'exploser sous les réflexes nationalistes, au mépris du droit d'asile international.



Oui, trop c'est trop !

Il est temps de donner un coup d'arrêt à ce gouvernement. Il faut l'empêcher de nuire à la société, aux biens communs, aux droits sociaux et démocratiques.

Il est temps d'unir dans la rue la jeunesse et le monde du travail.

IL EST TEMPS D'UNIR DANS UN PROJET ALTERNATIF TOUTES LES FORCES DE GAUCHES ET ÉCOLOGISTES OPPOSÉES À HOLLANDE ET VALLS.

UNE SOCIÉTÉ SANS CHÔMAGE, C'EST POSSIBLE ! C'EST UN CHOIX POLITIQUE !

Si la loi Travail était votée, un accord d'entreprise pourrait obliger les salariés-es à travailler 12 heures par jour, et même jusqu'à 60 heures par semaine. Le taux des heures supplémentaires passerait de 25% à 10% par un accord d'entreprise.

Avec Hollande, c'est « travailler plus pour gagner moins » !

Un chef d'entreprise pourrait licencier dès que son chiffre d'affaires diminue. Les salarié-es deviendraient les esclaves de l'économie. En CDI ou en CDD, l'emploi kleenex se généraliserait. Comment penser un seul instant qu'on facilite l'embauche en facilitant les licenciements ? Ou en augmentant la durée du travail de celles et ceux qui travaillent déjà ?

On retourne au 19ème siècle, où les patrons étaient les « seuls maîtres ».

**Un salaire de remplacement :
pour les chômeurs, c'est un droit !**

La négociation pour une nouvelle convention UNEDIC est commencée. Le gouvernement s'est engagé auprès de la Commission européenne à économiser 800 millions sur le dos des chômeurs, en baissant leurs allocations en montant ou en durée. 43% des chômeurs seulement sont indemnisés par des cotisations versées à l'UNEDIC. Les autres touchent des aumônes publiques en dessous du niveau de pauvreté. Un scandale !

La réduction du temps de travail et la sécurité sociale étendue à l'emploi ouvriront des perspectives aux chômeurs et précaires. Mais tout de suite, ils ont droit à un salaire de remplacement décent.

Une reconversion écologique de l'économie est nécessaire et elle est créatrice d'emplois.

Dans l'isolation thermique des bâtiments, dans le transport collectif non polluant, dans une agriculture paysanne respectueuse de l'environnement, dans la relocalisation des productions, des centaines de milliers d'emplois utiles sont possibles.

Nous avons des propositions alternatives

Plus de 6 millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi. Il faut donc revenir aux 35 heures réelles partout. Aujourd'hui, la durée effective du travail dépasse 39 heures. 35 heures maximum, cela permet d'embaucher massivement, avec maintien intégral des salaires en prenant sur les dividendes. Pour que les patrons soient dissuadés d'y recourir systématiquement, et que les salaires soient attaqués par tous les bouts, il faut taxer les heures supplémentaires : au moins 50% dès la première heure.

35 heures réelles avec embauches massives, vers les 32 heures : c'est la possibilité de millions d'emplois. Et dans les services publics, dans la santé, il y a besoin de dizaines de milliers d'emplois.

**Contre les licenciements,
une Sécurité sociale étendue à l'emploi.**

Nous proposons de **généraliser le principe de la Sécurité sociale**. Ainsi, en cas de maladie, les salarié-es restent payé-es grâce aux cotisations mises dans un pot commun. Nous proposons d'étendre ce droit à l'emploi : si un poste de travail est supprimé, le salarié garde son salaire jusqu'à ce qu'il retrouve un nouveau poste après une formation, grâce à un fonds commun.

Étendre les coopératives collectives de production

Il est possible d'**étendre le droit des salarié-es à une reprise des entreprises menacées**, sous forme coopérative, grâce à un droit spécial de préemption. A FRALIB (devenue SCOPTI sous la marque « 1336 »), les salarié-es montrent leur capacité à gérer l'entreprise sans les patrons.

LA VRAIE GAUCHE, C'EST L'ÉMANCIPATION DU TRAVAIL, L'ÉCOLOGIE, LA DÉMOCRATIE

Loi Travail, déchéance de nationalité, état d'urgence : ça suffit !

EMPÊCHONS HOLLANDE ET VALLS DE NUIRE PLUS LONGTEMPS !



MEMBRE DU
FRONT DE GAUCHE

ENSEMBLE!
MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ÉCOLOGISTE ET SOLIDAIRE

contact@ensemble-fdg.org
26 rue Malmaison
93170 Bagnolet
ensemble-fdg.org



Un grand mouvement d'indignation citoyenne, syndicale, politique, s'engage.

La pétition Loi Travail Non Merci atteint le million de signatures : c'est le vallsothon, la web-colère !

La journée du 9 mars annonce, comme en 2006, une convergence dans la rue entre la jeunesse, les travailleurs/euses avec ou sans emplois et le syndicalisme. Les cheminots sont en grève pour la défense de leur statut mis à mal par la loi de 2014. La journée unitaire du 8 mars exige une véritable égalité femmes/hommes dans le travail. Le 10 mars, les retraités seront dans la rue. Le 22 mars, les salariés-es de la fonction publique exigeront le relèvement des salaires bloqués depuis 5 ans. Et le 31 mars, très grande journée interprofessionnelle !

Enfin le retour de l'action tous ensemble !

Cela fait trop longtemps que nous subissons des reculs sociaux. La manifestation de masse, la grève, l'irruption citoyenne peuvent changer l'atmosphère oppressante qui règne dans le pays.

Le report de 15 jours de la loi Travail est un premier recul, grâce au rapport des forces. **MAINTENANT ELLE DOIT ÊTRE RETIRÉE !**

Les politiques de droite, cela suffit !

Hollande et Valls ont depuis longtemps tourné le dos aux espoirs de 2012. Les 41 milliards du Pacte de responsabilité offerts au patronat n'ont servi à rien pour l'emploi, mais ils ont ruiné les politiques publiques, asphyxié les collectivités territoriales.

Après les terribles attentats de novembre 2015, Hollande et Valls ont suivi la droite et l'extrême-droite. Ils ont installé un État sécuritaire où la justice est mise de côté. Avec la proposition de déchéance de nationalité pour les binationaux, ils introduisent une scandaleuse division entre Français. C'est fouler le principe d'égalité entre citoyens.

Le Premier ministre ose se rendre en Allemagne pour critiquer l'accueil des migrants, alors que la France ne fait quasiment rien, et que l'Europe est en train d'exploser sous les réflexes nationalistes, au mépris du droit d'asile international.



Oui, trop c'est trop !

Il est temps de donner un coup d'arrêt à ce gouvernement. Il faut l'empêcher de nuire à la société, aux biens communs, aux droits sociaux et démocratiques.

Il est temps d'unir dans la rue la jeunesse et le monde du travail.

“ **IL EST TEMPS D'UNIR DANS UN PROJET ALTERNATIF TOUTES LES FORCES DE GAUCHES ET ÉCOLOGISTES OPPOSÉES À HOLLANDE ET VALLS.** ”

UNE SOCIÉTÉ SANS CHÔMAGE, C'EST POSSIBLE ! C'EST UN CHOIX POLITIQUE !

Si la loi Travail était votée, un accord d'entreprise pourrait obliger les salariés-es à travailler 12 heures par jour, et même jusqu'à 60 heures par semaine. Le taux des heures supplémentaires passerait de 25% à 10% par un accord d'entreprise.

Avec Hollande, c'est « travailler plus pour gagner moins » !

Un chef d'entreprise pourrait licencier dès que son chiffre d'affaires diminue. Les salarié-es deviendraient les esclaves de l'économie. En CDI ou en CDD, l'emploi kleenex se généraliserait. Comment penser un seul instant qu'on facilite l'embauche en facilitant les licenciements ? Ou en augmentant la durée du travail de celles et ceux qui travaillent déjà ?

On retourne au 19ème siècle, où les patrons étaient les « seuls maîtres ».

**Un salaire de remplacement :
pour les chômeurs, c'est un droit !**

La négociation pour une nouvelle convention UNEDIC est commencée. Le gouvernement s'est engagé auprès de la Commission européenne à économiser 800 millions sur le dos des chômeurs, en baissant leurs allocations en montant ou en durée. 43% des chômeurs seulement sont indemnisés par des cotisations versées à l'UNEDIC. Les autres touchent des aumônes publiques en dessous du niveau de pauvreté. Un scandale !

La réduction du temps de travail et la sécurité sociale étendue à l'emploi ouvriront des perspectives aux chômeurs et précaires. Mais tout de suite, ils ont droit à un salaire de remplacement décent.

Une reconversion écologique de l'économie est nécessaire et elle est créatrice d'emplois.

Dans l'isolation thermique des bâtiments, dans le transport collectif non polluant, dans une agriculture paysanne respectueuse de l'environnement, dans la relocalisation des productions, des centaines de milliers d'emplois utiles sont possibles.

Nous avons des propositions alternatives

Plus de 6 millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi. Il faut donc revenir aux 35 heures réelles partout. Aujourd'hui, la durée effective du travail dépasse 39 heures. 35 heures maximum, cela permet d'embaucher massivement, avec maintien intégral des salaires en prenant sur les dividendes. Pour que les patrons soient dissuadés d'y recourir systématiquement, et que les salaires soient attaqués par tous les bouts, il faut taxer les heures supplémentaires : au moins 50% dès la première heure.

35 heures réelles avec embauches massives, vers les 32 heures : c'est la possibilité de millions d'emplois. Et dans les services publics, dans la santé, il y a besoin de dizaines de milliers d'emplois.

**Contre les licenciements,
une Sécurité sociale étendue à l'emploi.**

Nous proposons de **généraliser le principe de la Sécurité sociale**. Ainsi, en cas de maladie, les salarié-es restent payé-es grâce aux cotisations mises dans un pot commun. Nous proposons d'étendre ce droit à l'emploi : si un poste de travail est supprimé, le salarié garde son salaire jusqu'à ce qu'il retrouve un nouveau poste après une formation, grâce à un fonds commun.

Étendre les coopératives collectives de production

Il est possible d'**étendre le droit des salarié-es à une reprise des entreprises menacées**, sous forme coopérative, grâce à un droit spécial de préemption. A FRALIB (devenue SCOPTI sous la marque « 1336 »), les salarié-es montrent leur capacité à gérer l'entreprise sans les patrons.

LA VRAIE GAUCHE, C'EST L'ÉMANCIPATION DU TRAVAIL, L'ÉCOLOGIE, LA DÉMOCRATIE